Menaces et intimidations envers la journaliste Ysis Percq par des militants de la *Ligue du Midi* : stop à la banalisation de l'extrême-droite

Mandatée par l'AFP pour couvrir le rassemblement identitaire organisé ce dimanche 17 mai à Montpellier par le groupuscule d'extrême-droite la « Ligue du Midi », notre consoeur Ysis Percq a été prise pour cible, dans l'exercice de ses fonctions, par des militants. Menacée, intimidée physiquement, la journaliste s'est également fait voler son téléphone. Toutes les images de ce rassemblement ont été effacées. La journaliste a déposé plainte et a pu récupérer son téléphone suite à l'interpellation de l'auteur du vol. Une enquête doit être ouverte par le Parquet de Montpellier.

Nous condamnons fermement les lâches exactions menées par ce groupuscule identitaire qui sévit régulièrement dans la région montpelliéraine, sans conséquence judiciaire. En plus d'avoir bafoué la liberté de la presse, la Ligue du Midi a justifié ses agissements en renvoyant notre consoeur à ses cours de déontologie journalistique. Quelle leçon peut donner la Ligue alors qu'elle méconnaît l'un des droits démocratiques les plus fondamentaux, le droit d'informer ?

Cette manifestation, comme celle des Gilets Jaunes, était pourtant interdite par la préfecture. Samedi 16 mai 2020, 25 verbalisations ont été dressées et sept Gilets Jaunes montpelliérains ont été interpellé-e-s. Mais, le rassemblement de la *Ligue du Midi*, le lendemain, a lui bénéficié d'une **étonnante tolérance** de la part des policiers. Richard Roudier, leader du groupuscule, s'est même vu accorder « 5 minutes » de discours, drapeau identitaire à la main, par un membre des forces de l'ordre. Interrogée par France Bleu, les forces de police nient le terme de rassemblement et se félicitent d'avoir « noué un bon contact avec les organisateurs ». Un deux poids, deux mesures inquiétant lorsqu'on connaît le passif de cette organisation (coups de couteau, intimidations de la population locale, saluts nazis, actions coups de poing racistes etc).

Nous nous alarmons aujourd'hui de la banalisation idéologique de l'extrême-droite, tant sur le plan médiatique que politique, parfois même jusqu'au plus haut sommet de l'Etat. Si Eric Zemmour a pu s'entretenir durant 45 minutes avec le Président de la République, nous constatons malheureusement qu'Ysis Percq n'a pas eu droit au « soutien » d'Emmanuel Macron. Renforcés par certains choix éditoriaux, à l'image de la nouvelle émission religieuse lancée le 10 mai sur CNEWS et animée par Charlotte d'Ornellas (coqueluche de la fachosphère), qui répandent leur idéologie, les militants d'extrême-droite s'attaquent à celles et ceux qui documentent leurs actes.

L'intimidation de notre consoeur Ysis Percq en est un exemple parmi tant d'autres. Partout, **la presse est ciblée**. En janvier dernier, le journaliste allemand Thomas Jacobi, correspondant à Athènes pour le quotidien français *La Croix* et la chaîne allemande *Deutsche Well*, était **violemment agressé** par des membres du parti néo-nazi *Aube dorée*, durant un rassemblement anti-migrants.

Les manifestations françaises anti-PMA d'octobre 2019, ont également été le théâtre d'agressions d'extrême-droite contre des journalistes. Deux anciens membres du FN, Yvan Benedetti (Oeuvre Française) et Hervé Lalin (ex-GUD) avaient alors intimidé verbalement puis physiquement une équipe de l'émission *Quotidien (TMC)* avant de casser leur matériel.

Nous réitérons notre soutien à Ysis Percq et exigeons des réactions fortes de la part des pouvoirs publics. Si, Philippe Saurel, maire de Montpellier, s'est fendu d'une réaction sur son compte Twitter, nous regrettons le silence du préfet de l'Hérault, Jacques Witkowski sur ces faits intolérables dans un Etat de droit. Il en va de la liberté de la presse et de la démocratie.

Pour que vivent le droit à l'information et le droit d'informer!

SIGNATAIRES : Collectif REC (Reporters en Colère) - Le d'OC (média en ligne indépendant) - Club de la presse Occitanie - SNJ (Syndicat National des Journalistes) - SNJ-CGT (Syndicat National des Journalistes - CGT) - Ligue des Droits de l'Homme Montpellier - EFJ (Fédération européenne des journalistes)













